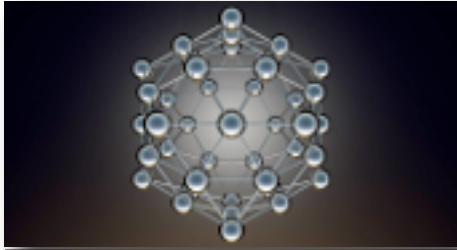


Areva, les dieux sont tombés sur l'atome



L'atome

Les choses sont compliquées pour tout le monde.

Voyez l'histoire d'Areva, née en 2001 du mariage de *Framatome* et de la *Cogema*.

Après une quasi-faillite en 2015, suite à plein de magouilles et de trucs pas nets, *Areva* doit se séparer de sa branche réacteurs (et de 6 000 salariés), qui redevient *Framatome*.

Quant à ce qu'il reste d'Areva, pas question de continuer à s'appeler *Areva*, après tout ce micmac. *Areva* vient donc de changer de nom. Et s'appelle, désormais, **Orano**.

Pourquoi *Orano* ? Attention, accrochez-vous. *Orano* est censé évoquer *Ouranos*, qui, dans la mythologie grecque, est le dieu du Ciel. Qui dit *Ouranos* dit *Uranus*. Qui dit *Uranus* dit *uranium*. Qui dit *uranium* dit nucléaire. Et voilà le travail. Lequel travail a tout de même coûté autour de 5 millions d'euros. Juste pour changer de nom.

Maintenant, sans vouloir jouer les mauvais augures, je signale que, toujours dans la mythologie grecque, *Ouranos* (le Ciel, donc), qui est le fils de *Gaïa* (la Terre), s'est plus ou moins marié avec *Gaïa* (sa mère, donc), union de laquelle sont nés plein de petits enfants. Enfin, petits, pas exactement. En réalité, ils sont tous plus monstrueux les uns que les autres. Des Titans, des Titanides, des Cyclopes et des Hécatonchires, qui ont chacun cent bras et cinquante têtes.

Ces créatures font tellement peur à *Ouranos* qu'il les enferme dans le *Tartare*. Le *Tartare*, je vous le rappelle, c'est l'enfer.

Je souhaite à *Orano* de ne pas finir dans le *Tartare*.

La restructuration d'Areva est lancée

Les actionnaires doivent approuver le 3 février le principe d'une augmentation de capital de 5 milliards d'euros, dont 90 % seront supportés par l'État. Beaucoup d'incertitudes continuent de planer sur l'avenir de l'ex-fleuron du nucléaire.



L'usine de retraitement de la Hague gérée par Areva / Patrick James/Voix du Nord/MAXPPP

Le long chantier de la restructuration d'Areva progresse, même s'il est encore difficile d'en voir le bout. Une nouvelle étape va être franchie le 3 février, avec l'assemblée générale du groupe nucléaire, qui doit avaliser l'augmentation de capital de 5 milliards d'euros prévue par l'État.

► A lire : [Des investisseurs étrangers vont entrer dans Areva](#)

Cette opération est purement formelle puisque l'État est maître à bord, avec plus de 85 % des parts. Au total, il devrait injecter 4,5 milliards d'euros. Les 500 millions d'euros restants le seront par un consortium japonais, composé de *Mitsubishi* et *Japan Nuclear Fuel Limited (JNFL)*, qui prendront 10 % du capital.

Le démantèlement d'Areva entériné

Cette opération de sauvetage du nucléaire français entérine le démantèlement d'Areva. L'entreprise sera désormais composée de deux entités et délestée de son activité de construction de réacteurs (*Areva NP, ex-Framatome*), qui est en train d'être vendue à EDF.

Parmi les deux entités restantes, il y aura *Areva SA*, une sorte de structure de défaisance. Elle portera le passif du groupe avec une partie de la dette ainsi que les risques liés à la fin du chantier finlandais de l'*EPR* et aux anomalies recensées sur les pièces forgées au Creusot.

► A relire : [Areva veut tirer au clair l'affaire des falsifications au Creusot](#)

L'État va mettre 2 milliards d'euros dans cette société et devrait disposer de l'intégralité du capital, après le retrait d'Areva de la Bourse et le rachat des parts de minoritaires, dont *KIA*, le fonds souverain du Koweït.

En parallèle, une nouvelle société va être créée, appelée pour l'instant *Areva Newco*. C'est là que seront logés les métiers du groupe, désormais recentré sur l'aval et l'amont du cycle du combustible, avec les mines d'uranium, l'enrichissement du combustible et le retraitement des déchets. Il s'agit peu ou prou du périmètre de l'*ex-Cogema*. *Newco* sera détenu à 40 % par *Areva SA*, à 50 % par l'État en direct et à 10 % par le consortium japonais.

Un montage complexe

L'entrée du chinois CNNC dans Newco n'a finalement pas été retenue. Les discussions ont buté sur des questions de gouvernance, les Chinois réclamaient notamment un poste au conseil d'administration d'Areva et l'État a refusé.

"Les Chinois étaient persuadés que l'on avait absolument besoin d'eux pour boucler l'opération. Mais l'intérêt des Japonais pour Areva a changé la donne", explique une source proche du dossier.

Ce montage complexe, qui a mobilisé des dizaines de juristes et de banquiers d'affaires durant toute l'année 2016, est encore loin d'être gravé dans le marbre. Les prochains mois pourraient même réserver leurs lots de surprises.

Mi-janvier déjà, la Commission européenne a conditionné son feu vert à l'avis de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'état de la cuve de l'EPR de Flamanville. Réalisée dans l'usine d'Areva au Creusot, celle-ci pourrait présenter une trop forte concentration de carbone qui fragiliserait l'acier. L'ASN doit rendre sa décision avant la fin du premier semestre. Les dirigeants d'Areva, qui se disent très confiants, aimeraient une annonce plus rapide.

➤ A relire : [De Framatome à Areva NP, l'histoire mouvementée d'une filiale dans le nucléaire](#)

La Commission a aussi demandé à EDF de lui soumettre son dossier de reprise d'Areva NP, valorisée 2,5 milliards d'euros, "en vertu des règles sur les concentrations". A priori, il n'y a pas de surprises à attendre, mais la finalisation de la vente risque de prendre encore quelques mois supplémentaires.

Un avenir en pointillés

Or, la situation financière d'Areva impose d'aller vite. Le groupe doit rembourser un peu plus de 1,5 milliard d'euros de dettes cette année et l'État vient de lui prêter 3,3 milliards d'euros pour tenir les prochains mois.

L'avenir de l'ex-fleuron du nucléaire est encore rempli de pointillés, même si ses dirigeants mettent en avant un carnet de commandes important, de l'ordre de 33 milliards d'euros (soit à peu près huit ans de chiffre d'affaires) et une rentabilité opérationnelle de 10 % en 2020.

"Nous serons dans le Top 3 mondial pour chacune de nos activités", assure Philippe Knoche, le directeur général.

Mais avec près de 6 milliards de dettes, Newco aura des marges de manœuvre limitées pour investir.

Le marché du nucléaire reste également difficile. Depuis la catastrophe de Fukushima en 2011, les cours de l'uranium ont ainsi été divisés par deux. Rien ne dit non plus que l'échec des discussions avec CNNC sur l'entrée au capital n'aura pas d'impact sur les relations commerciales avec les électriciens chinois, qui figurent parmi les premiers clients d'Areva.

➤ Lire aussi : [Les suppressions de postes continuent chez EDF](#)

"L'avenir du nucléaire se joue principalement en Asie", reconnaît Philippe Varin, le président d'Areva.

Depuis des années, le groupe cherche d'ailleurs à vendre à CNCC une usine de retraitement, équivalente à celle de La Hague. Un contrat évalué entre 10 et 15 milliards d'euros.

Jean-Claude Bourbon